

AVIS D'AUDIENCE

Conformément à la *Loi sur l'aménagement du territoire* de l'Ontario

Demande de validation de titre

Groupe 2
Mardi 20 juin 2023
13 h

Place-Ben Franklin, salle Chamber, 101, promenade Centrepointe

et par vidéoconférence

L'audience peut aussi être visionnée sur la page [YouTube](#) du Comité de dérogation.

Les participants pourront bénéficier d'une interprétation simultanée dans les deux langues officielles et de formats accessibles et d'aides à la communication pour toute question à l'ordre du jour en communiquant avec le Comité de dérogation au moins 72 heures à l'avance.

Dossier : D08-01-23/T-0001
Demande : Validation de titre en vertu de l'article 57 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*
Propriétaire/requérant : Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc., au nom de Evan Legg
Adresse de la propriété : 68, rue Lavergne
Quartier : 12 – Rideau-Vanier
Description officielle : lot 50, plan compilé du registrateur 908
Zonage R4UD
Règlement de zonage : n° 2008-250

PROPOSITION DE LA REQUÉRANTE ET OBJET DE LA DEMANDE :

La demande vise à obtenir un certificat de validation du titre de propriété afin de corriger une erreur de titre qui a fait en sorte que le propriétaire actuel n'a pas de titre légal pour sa propriété.

La propriété et la propriété adjacente au 72, rue Lavergne ont toujours été deux propriétés distinctes aux fins d'urbanisme. En 1965, André Drouin a acheté les 68 et 72 de la rue Lavergne à la propriétaire précédente, Dependable Finance Corporation Limited, et les deux propriétés ont donc été fusionnées aux fins de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. En 2003, M. Drouin a transféré le 68, rue Lavergne à Evan Legg seul. Ce transfert était contraire à la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

La validation de titre concerne la propriété décrite comme le lot 50, plan compilé du registrateur 908.

La Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc. cherche maintenant à valider le titre des propriétés et une demande de validation du titre (D08-01-23/T-0002) a été déposée pour le 72, rue Lavergne.

SI VOUS NE PARTICIPEZ PAS à l'audience, celle-ci pourra se dérouler en votre absence et vous ne recevrez pas d'autre avis à ce sujet.

SI VOUS SOUHAITEZ RECEVOIR UN AVIS DE LA DÉCISION prise à l'issue de l'audience et de tout appel ultérieur interjeté devant le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, veuillez en faire la demande par écrit au Comité.

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS à ce sujet, communiquez avec le Comité (voir les coordonnées ci-dessous, notamment l'adresse électronique, le numéro de téléphone, le site Web et le code QR).

TOUS LES RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS DEVIENNENT PUBLICS

Conformément à la [Loi sur l'aménagement du territoire](#), à la [Loi sur les municipalités](#) et à la [Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée](#), les observations écrites adressées au Comité de dérogation sont considérées comme des renseignements publics et peuvent être communiquées à toute personne intéressée. Les renseignements que vous choisissez de divulguer dans votre correspondance, notamment vos renseignements personnels, seront versés au dossier public et communiqués aux membres du Comité, aux requérants ou à leur agent ou leur agente, ainsi qu'à toute autre personne intéressée.

COMMENT PARTICIPER

Présentez vos observations écrites ou orales avant l'audience : Veuillez faire parvenir vos observations par courriel à cded@ottawa.ca au moins 24 heures avant l'audience afin de vous assurer que les membres des groupes chargés du rendu des décisions les ont bien reçues. Vous pouvez également téléphoner au coordonnateur ou à la coordonnatrice au numéro 613-580-2436 pour demander que vos observations soient transcrites.

Si vous souhaitez prendre la parole lors de l'audience, inscrivez-vous au moins 24 heures à l'avance en communiquant avec le coordonnateur ou la coordonnatrice du Comité au numéro 613-580-2436 ou à l'adresse cded@ottawa.ca. Vous recevrez des détails sur la façon de participer par vidéoconférence. Si vous souhaitez faire une présentation visuelle, le coordonnateur ou la coordonnatrice sera en mesure de vous fournir des détails sur la façon de procéder. Les présentations sont limitées à cinq minutes et toute exception est laissée à la discrétion du président ou de la présidente.

Les audiences sont régies par les [Règles de pratique et de procédure](#) du Comité de dérogation et sont accessibles en ligne.

COMITÉ DE DÉROGATION

Le Comité de dérogation est le tribunal quasi judiciaire de la Ville d'Ottawa créé en vertu de la [Loi sur l'aménagement du territoire](#) de l'Ontario. Chaque année, il tient des audiences sur des centaines de demandes en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, conformément à la [Loi sur l'exercice des compétences légales](#) de l'Ontario, y compris des demandes d'autorisation de morcellement de terrain et de dérogation mineure aux exigences en matière de zonage.

FAIT le 6 juin 2023



This document is also available in English.

Committee of Adjustment
City of Ottawa
101 Centrepointe Drive
Ottawa ON K2G 5K7
Ottawa.ca/CommitteeofAdjustment
cofa@ottawa.ca
613-580-2436



Comité de dérogation
Ville d'Ottawa
101, promenade Centrepointe
Ottawa ON K2G 5K7
Ottawa.ca/Comitedederogation
cded@ottawa.ca
613-580-2436